

Extrait : texte d'introduction octobre 1967 au 3 Mai 1968 in Eléments pour une histoire du Mouvement Etudiant avant Mai 1968 - Centre de Coordination et de Recherche sur le Mouvement Etudiant. (Vraisemblablement écrit en 1970)

### La grève des Cités Universitaires Février-Mars

La Fédération des Résidences Universitaires de France (F.R.U.F.) s'est développée depuis l'année précédente. De nombreux étudiants inorganisés mais aussi, selon les villes, anarchistes (Nantes), UEC, maoïstes, s'en servent comme instrument de revendications face aux conditions de vie dans les cités universitaires dont l'accroissement quantitatif et l'isolement de type "campus" est tout récent. La très sévère réglementation des "visites" est en particulier un mobile et un objet de contestation populaire. Le 14 février, dans la plupart des cités universitaires, les citadins, sur mot d'ordre de la FRUF soutenue par l'UNEF, abolissent le règlement intérieur et tiennent des meetings de masse au coeur des cités. Pour la première fois, un mouvement étudiant cesse de revendiquer pour prendre ce qu'il veut ; la pratique de l'état de fait, du fait accompli, est inventée et appliquée en masse. Le ministre Peyrefitte est ridiculisé par des affiches d'origine strasbourgeoise reprenant ses déclarations sur "les dangers que court une jeune fille en recevant un garçon dans sa chambre". Les mécanismes traditionnels de négociation, les autorités en place sont bafoués ; la bourgeoisie doit inventer d'autres mécanismes, l'idée de "cogestion", longtemps revendiquée par l'UNEF, apparaît comme la bouée de sauvetage de l'institution ; elle n'aura pas le temps de se mettre en place, le mouvement de masse s'est radicalisé et a fait le 14 Mars (Journée nationale FRUF-UNEF) sa jonction avec les militants étudiants de l'UNEF et les groupes politiques d'extrême gauche.